

CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 DÉCEMBRE 2017 N°2017-19 RELATIVE À LA
MISE EN OEUVRE DE L'ACCÈS REGULE DES TIERS AUX STOCKAGES
SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL EN France

Réponses de Solvay Energy Services

Solvay Energy Services tient à remercier la CRE pour la qualité de l'analyse présentée.

Question 1 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?

Oui sur les principes.

Toutefois, nous ne sommes pas convaincus qu'est justifié le rajout (à la rémunération des investissements fondée sur le CMPC) d'une prime spécifique.

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

Oui.

Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ? Etes-vous favorable à des mises à jour annuelles ?

Nous sommes favorables aux 2 propositions de la CRE (première période de 2 ans, et mises à jour annuelles).

Question 4 : Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?

Nous comprenons la difficulté exprimée par la CRE d'appliquer une régulation incitative dès la 1^{ère} période, et donc nous sommes d'accord au cadre tarifaire proposé « 100% au CRCP » pour la 1^{ère} période. Cependant, compte-tenu de notre réserve déjà exprimée en réponse à la question 1 (prime spécifique dans le mode de rémunération des investissements fondée sur le CMPC), pourrait être d'appliquer une forme d'incitation au progrès (naturelle avec le temps, comme pour tout industriel) en réduisant voire supprimant dès le 2^{ème} exercice la prime rajoutée à la rémunération fondée sur le CMPC.

Sinon, un apurement annuel dans la limite de +/-5% du revenu autorisé prévisionnel nous semble convenable pour la 1^{ère} période de 2 ans.

Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

Solvay energy Services est favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation. Cependant, pour l'heure, nous ne sommes pas du tout convaincus qu'il soit pertinent d'attribuer une prime à un opérateur de stockage en fonction de son résultat aux prochaines enchères, car ce résultat dépendra grandement du niveau du prix de réserve, lequel ne sera pas fixé par lui (puisque fixé par la CRE). Nous proposons au contraire d'envisager une légère baisse annuelle du revenu autorisé de l'opérateur, toutes choses égales par ailleurs. Pour la 1^{ère} période de 2 ans, une solution est donc par exemple (comme précédemment proposé) de réduire la 2^{ème} année la « surprime » de rémunération du capital au CMPC.

L'attraction du stockage étant fonction du spread été-hiver, il est fondamental d'éviter tout effet pervers d'une telle régulation incitative des opérateurs de stockage en fonction du résultat des enchères. En effet, on ne peut pas exclure dans ce cas la tentation d'acteurs gaziers d'aller influencer sur la valeur de ce spread été-hiver dans les semaines précédant les enchères, ce qui donnerait des signaux sans fondement au marché (des épisodes troublants les années passées sur l'évolution du spread Nord-Sud laissent à penser que de telles tentations ne peuvent jamais être exclues).

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

Pas de remarques particulières, Solvay Energy Services est en phase avec l'analyse de la CRE.

Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?

Non.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

Les niveaux de rémunération des actifs demandés par les opérateurs (de 7,25 à 7,50% tout de même!) apparaissent évidemment très anormalement élevés. Au-delà de cette gamme déjà non justifiée, l'exception demandée en plus par Géométhane à hauteur de 9,0% pour le projet « Manosque phase 2 » nous paraît totalement irrecevable pour un revenu régulé (c'est-à-dire garanti), quelle que soit l'utilité de l'investissement en cours pour le système gazier.

Quant aux niveaux de rémunération demandés pour les « immobilisations en cours » (de 3,70 à 5,70% selon les opérateurs), l'écart constaté entre les différentes requêtes ...démontre l'excès de certaines demandes.

Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?

Non.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

Solvay Energy Services remercie la CRE pour sa vigilance (par exemple quant à la surveillance des niveaux de rémunération des « contrats de prestations groupe » pris en compte par un opérateur, pouvant effectivement apparaître surestimés).

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?

Une question se pose à la lecture du très pertinent diagramme comparatif des chiffres d'affaires des années passées des opérateurs de stockage face aux revenus autorisés envisagés ou demandés (page 22/46):

serait-il bien acceptable que les revenus d'opérateurs s'envolent au moment où ils passent en mode « régulé » ? En effet la situation nouvelle (régulée) est tout de même à considérer comme une véritable opportunité pour les acteurs concernés puisqu'elle leur garantira leur revenu. Par conséquent une envolée de leurs rémunérations --alors désormais garanties-- serait à considérer comme un véritable effet d'aubaine, et donc non acceptable.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

Solvay Energy Services est favorable à l'assiette envisagée, aux conditions que :

- 1) Se révèle exacte notre lecture des 10 dernières lignes du point 3.2.2 page 24/46 du document de consultation de la CRE, à savoir que (en tous cas pour une période de transition, tel qu'annoncée par la CRE lors de son Atelier de concertation du 13 Octobre 2017) seuls les consommations livrées en Distribution rentrent dans l'assiette (et ceci en fonction de leur modulation)
- 2) L'engagement d'un consommateur industriel à une interruptibilité de dernier recours (éventuellement partielle) lui permettra de ne pas être défavorisé (déjà par rapport à l'actuel)

système avec obligations) si jamais son site nécessite techniquement une capacité ferme souscrite significativement supérieure à sa consommation moyenne annuelle.

Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

La méthode qui nous semble la plus pertinente est la méthode 2.

Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?

Quelle que soit la méthode retenue, il est indispensable que les sites consommateurs voulant déclarer de la capacité interruptible de dernier recours *puissent la contractualiser ...avant que ne soient émises les factures des GRT au titre d'Avril 2018* ! Donc il est indispensable que les GRD

- D'abord diffusent d'ici là par anticipation à chaque consommateur industriel (processus indépendant des enchères de Mars) le résultat du calcul de leur « modulation client »
- Mettent à disposition un outil (informatique si possible) permettant à chaque site concerné de s'engager au plus tard début Avril sur un niveau d'interruptibilité de dernier recours.

Question 15 : Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?

Oui.

Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?

Oui.

Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?

Oui.

Par contre le préavis standard proposé par les opérateurs de stockage (« plus d'une semaine avant la première enchère ») nous semble trop court.

Solvay Energy Services ne voit pas ce qui peut justifier le maintien d'un préavis limité à une semaine (pénalisant pour les « petits » acteurs que sont généralement les consommateurs industriels.

Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?

Il semble bien de respecter une relative régularité de volumes alloués journalièrement, de manière à ne pas créer de « chocs » préjudiciables au processus d'enchères. L'option A est donc à privilégier car elle préserve effectivement les lundis et vendredis.

Nous proposons que les enchères Storengy aient lieu les mardis et jeudis, celles de TIGF étant intercalées les mercredis.

Question 19 : Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?

Oui, Solvay Energy Services demande qu'il n'y ait pas de fixation de volume minimal demandé par un enchérisseur lors de chaque tour d'enchères.

Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?

Solvay Energy Services est favorable à une telle limitation

Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?

Plus il y aura de produits proposés, plus il faudra pouvoir se rattraper ... sur ceux qui ne seront a priori pas les favoris. En ce sens, nous sommes favorables à des transferts entre produits, à condition qu'elles se fassent avec un préavis minimum.

Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?

Oui.

Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?

Oui, Solvay Energy Services est favorable à la poursuite d'enchères si nécessaire au-delà de Mars, suivant un calendrier alors précisé avec un minimum d'anticipation. *Nous insistons fortement pour tout soit fait en vue d'éviter le déclenchement d'un « filet de sécurité » !*

Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?

Oui, nous sommes très favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018.

Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?

Solvay Energy Services est favorable à une enchère à fixing pour cette année : elle assure un maximum d'allocations (en adaptant le prix aux niveaux requis), et ceci de façon simple et assez rapide. Pour les années suivantes, après retour d'expérience, Solvay Energy Services est favorable au réexamen possible du mode d'enchères proposé par la CRE.

Question 26 : Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?

Oui.

Question 27 : Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?

Oui.

Question 28 : Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?

Oui.

Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?

Oui pour une liberté de plateforme la 1^{ère} année, compte-tenu des contraintes de temps. Solvay Energy Services partage la demande de la CRE de viser une plateforme commune pour les années suivantes (bien sûr avec toute la sécurisation nécessaire). Cette plateforme devra donc être

disponible dès Novembre prochain si sont bien appliquées les recommandations de la CRE (§4.3.3.3 page 34/46).

Question 30 : *Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?*

Oui.

Question 31 : *Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?*

Oui.

Par mesure de simplification proposée par la CRE (prix de réserve nul) est envisageable pour les enchères effectivement sous contraintes de Mars prochain (2018). En tout état de cause, Solvay Energy Services souhaite que la CRE fixe de façon transparente et explicite le niveau du prix de réserve, c'est-à-dire plutôt par un chiffre et non une formule (laquelle donnerait toujours un avantage aux grands acteurs qui ont plus de facilités que les autres pour faire des estimations précises).

Question 32 : *Si des prix de réserve s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?*

Non.

Question 33 : *Si des prix de réserve s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018- 2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?*

Solvay Energy Services est favorable à la proposition de Storengy ;

Question 34 : *Si des prix de réserve devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?*

En première approche oui.

Question 35 : *Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?*

Oui.

Question 36 : *Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?*

Oui.

Question 37 : *Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?*

Oui.